



# Concurrence Bancaire et Inclusion Financière : Preuve du Ghana

*Agyapomaa Gyeke-Dako, Vera Fiador,  
Elikplimi Komla Agbloyor et  
Joshua Yindenaba Abor*

Août 2021 / No.756

## Résumé

Cet article examine comment la concurrence dans le secteur bancaire, considérée du point de vue du consommateur ainsi que du comportement de tarification des intermédiaires financiers, affecte l'inclusion financière dans un pays en développement comme le Ghana. L'inclusion financière au Ghana est restée faible, ce qui nous amène à examiner si la concurrence au sein des banques (qui se trouvent être les plus grandes institutions financières) favorise l'inclusion financière. Ce document mesure la concurrence à l'aide de deux indicateurs : la mesure de la concurrence au niveau des consommateurs qui se réfère à

la prolifération des agences bancaires, et une mesure de la concurrence dans le secteur bancaire utilisant l'indice de Lerner ajusté au financement au niveau des intermédiaires financiers. En utilisant les données de l'Enquête sur le niveau de vie au Ghana de 2013, les données au niveau des districts sur les agences bancaires et les données financières à l'échelle de chacune de 23 banques couvrant la période 2008-2015, nous avons constaté dans presque tous les cas que la concurrence, qu'elle soit mesurée par la prolifération des agences bancaires ou au niveau des intermédiaires financiers, améliore l'inclusion financière. Ces résultats suggèrent que les politiques visant à améliorer la concurrence dans le secteur bancaire peuvent produire des avantages sociétaux plus importants en augmentant la proportion de la population incluse dans le secteur financier. Nous recommandons que la Banque du Ghana, en consultation avec l'Association des Banquiers du Ghana, rédige une politique de concurrence pour les banques au Ghana. Les domaines clés à examiner comprennent la tendance au « système bancaire ouvert », et l'intégration de l'argent mobile et de la technologie dans le secteur financier.

## Introduction

L'inclusion financière, qui englobe l'accès aux services financiers, leur utilisation et leur accessibilité financière, est devenue une question d'actualité et fait l'objet d'une attention particulière de la part des décideurs politiques et des chercheurs. Au niveau mondial, l'inclusion financière est de mise. Malgré cela, Demirgüç-Kunt, Klapper, Singer et Van Oudheusden (2015) ont noté dans les rapports sur l'inclusion financière mondiale (findex) que plus de 50 % des ménages les plus pauvres du monde n'ont toujours pas de compte en banque. En Afrique subsaharienne (ASS) par exemple, si le taux de détention de comptes monte, celui d'inclusion reste à la traîne des chiffres mondiaux (voir Demirgüç-Kunt et al., 2018).

Dans le monde entier, l'inclusion financière reste une préoccupation politique majeure pour de nombreux gouvernements. Cette préoccupation s'est accrue, et l'attention repose sur l'idée du rôle crucial que l'inclusion financière peut jouer et joue effectivement dans la recherche d'objectifs de développement durable, tels que la lutte contre les inégalités de revenus et la réduction de la pauvreté (Voir Galor et Zeira, 1993 ; Park et Mercado, 2015) et, en fin de compte, la croissance économique (Ganti et Acharya, 2017). En fait, les premiers ouvrages théoriques ont identifié que l'accès aux services financiers par les individus a le potentiel de modifier les choix de production et d'emploi et, par conséquent, de réduire la pauvreté (Voir Banerjee et Newman, 1993 ; Aghion et Bolton, 1997 ; Mohammed et al. 2017). Mohammed et al. (2017) ont spécifiquement constaté que l'inclusion financière améliore le bien-être des pauvres en ASS. Selon Neaime et Gaysset (2018), l'on constate généralement que le manque d'accès aux services financiers et à la finance nuit à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté, car les pauvres ont du mal à accumuler

de l'épargne, à constituer des actifs pour se protéger des risques ou à investir dans des activités génératrices de revenus.

Au vu des arguments précédents, une attention particulière a été portée sur la recherche des moteurs de l'inclusion financière. Les études sur les déterminants de l'inclusion financière ont transcendé les niveaux micro et macro (Voir Arora, 2010 ; Sarma et Pais, 2011 ; Sarma, 2012 ; Gupte et al., 2012 ; Allen et al., 2016 ; Sharma, 2016 ; Sethy, 2016 ; Asuming et al., 2019). Au niveau macro, plusieurs études ont suggéré des indicateurs du secteur bancaire tels que la pénétration des agences, la pénétration du crédit et la pénétration des dépôts, ainsi que des variables macroéconomiques telles que la volatilité économique, la faiblesse de l'État de droit, l'augmentation des inégalités de revenus, le sous-développement social et les contraintes réglementaires, comme déterminants clés de l'inclusion financière. Au niveau des ménages et des individus (niveau micro), le revenu relatif, l'éducation et le sexe sont quelques-uns des facteurs qui ont été documentés comme des facteurs influençant l'inclusion financière (Voir Cámara et Tuesta, 2015 ; Chikalipah, 2017 ; Asuming et al., 2019).

Dans un contexte d'un pays en développement comme le Ghana, l'inclusion financière a évolué de manière significative au cours des trois dernières décennies, principalement en réponse aux politiques ciblées qui ont été mises en œuvre au fil des ans. Dans l'ensemble, le Ghana semble présenter des variables d'inclusion financière plus favorables par rapport à la région de l'ASS. Par exemple, en ce qui concerne la possession d'un compte, le Ghana se situe presque au même niveau que l'ensemble des pays à revenu moyen inférieur, avec un taux de 57,7 % par rapport à la moyenne des économies en développement de 57,8 %, ce qui est très différent des 42,6 % de l'ASS (Demirgüç-Kunt et al., 2018). De la création de la première banque en 1896 au programme d'ajustement du secteur financier à la fin des années 1980, qui a vu le nombre de banques augmenter de même que l'approfondissement financier (inclusion financière), le paysage bancaire ghanéen a connu des niveaux très importants de libéralisation et de déréglementation. Entre les années 2012 et 2016, le rapport de concentration des dépôts du secteur bancaire des cinq plus grandes banques a diminué de 52,8 % à 44,4 %, ce qui rend le paysage bancaire moins concentré en ce qui concerne le pouvoir de marché sur les dépôts (PWC, 2016). Cependant, ce qui est moins clair est de savoir si le niveau d'inclusion financière est lié à l'évolution de la structure du secteur bancaire ghanéen en raison de la concurrence bancaire. C'est le point central de cette étude.

En ce qui concerne la façon dont la concurrence affecte l'inclusion financière, l'hypothèse structure-conduite-performance sur la concurrence bancaire soutient qu'un secteur bancaire concentré peut extraire des rentes de monopole. Si cela devait se vérifier, cela signifierait qu'un secteur bancaire concentré impose un coin sur l'accès, l'utilisation et la capacité d'accéder aux services financiers en n'étant pas compétitif et en fournissant ainsi des financements coûteux, ce qui entrave l'accès au

financement et, en fin de compte, à l'inclusion financière (Beck et al., 2003). D'autres études, comme celles de Claessens et Laeven (2005), corroborent les propos de Beck et al. (2003) et suggèrent qu'un secteur bancaire plus compétitif améliore effectivement l'accès au financement. En revanche, Cetorelli et Gambera (2001) suggèrent qu'un secteur bancaire concentré augmente plutôt l'accès au financement par le biais de la voie où les banques, à court terme, offrent des crédits accrus et abordables dans l'espoir d'encaisser les entreprises prospères à l'avenir. Cela laisse ouverte la question empirique de savoir comment l'accès au financement et l'inclusion financière en général sont affectés par la concurrence dans le secteur bancaire. Cette question est particulièrement pertinente dans le contexte africain, car des recherches antérieures démontrent que les systèmes bancaires africains sont moins inclusifs par rapport aux autres systèmes financiers (Beck et Cull, 2014).

Par conséquent, dans ce document, notre objectif est d'examiner l'effet de la concurrence du secteur bancaire sur l'inclusion financière. Nous conceptualisons la concurrence du secteur bancaire selon deux dimensions : la prolifération des banques (représentée par le nombre de succursales bancaires dans un district) et la concurrence dans le secteur bancaire (représentée par l'indice de Lerner ajusté au financement). Quelques études ont cherché à documenter les caractéristiques du secteur des services financiers qui améliorent ou entravent l'inclusion financière. Par exemple, Kumar (2013) a exploré le rôle des intermédiaires financiers en tant qu'influenceurs de l'inclusion financière et est arrivé à la conclusion que le réseau de succursales des banques a un impact positif sur l'inclusion financière. Owen et Pereira (2018) ont examiné l'effet de la concurrence bancaire sur l'inclusion financière. Comme la plupart des autres études sur l'inclusion financière, ils ont examiné cette question au niveau macroéconomique pour 83 pays dans le monde.

À notre connaissance, une étude de cas par pays comme la nôtre est la première à utiliser des données au niveau micro (à la fois au niveau des ménages et des intermédiaires financiers) pour examiner l'influence de la concurrence bancaire sur l'inclusion financière. Ce document contribue au débat sur l'inclusion financière en intégrant les trois dimensions de l'inclusion financière : l'accès, l'utilisation et l'accessibilité financière. L'article contribue également à la littérature en mesurant la concurrence du point de vue des consommateurs de services financiers, en utilisant la prolifération des succursales et en ajoutant la concurrence représentée par le comportement des banques en matière de tarification. Les données recueillies au niveau des ménages permettent également une analyse approfondie au niveau d'un seul pays dans le but d'élaborer des politiques ciblées visant à influencer l'inclusion financière.

## Source des données

Pour évaluer l'effet de la prolifération des agences bancaires sur l'inclusion financière, l'étude utilise les données de l'Enquête sur le niveau de vie au Ghana 6 (GLSS6), qui est une enquête nationale sur les ménages qui vise à comprendre les conditions de vie des individus au Ghana. Nous utilisons les données de la GLSS6, car contrairement à d'autres données collectées précédemment, elles ont la particularité d'inclure un module d'enquête sur la main-d'œuvre avec des sections supplémentaires sur les services financiers des ménages. Le questionnaire de l'enquête GLSS6 fournit des informations détaillées sur l'inclusion/exclusion financière et contient un grand nombre de questions sur les caractéristiques personnelles des individus (âge, sexe, éducation, état civil et revenu) qui sont utiles pour cette étude. Les données de la GLSS6 ont été collectées entre 2012 et 2013 et ont été conçues de manière à ce qu'elles représentent le niveau national. L'enquête a couvert environ 18 000 ménages dans 1 200 zones de dénombrement (ZD) comprenant 655 ZD rurales et 545 ZD urbaines. Les données sont complétées par l'utilisation de données collectées manuellement auprès des banques sur les succursales bancaires afin de trouver le proxy de la prolifération des succursales bancaires.

L'étude utilise les états financiers de 23 banques commerciales pour la période de 2008 à 2015. Les états financiers fournissent des informations sur les profits et les pertes de ces banques. Le fait que ces données ne sont pas équilibrées élimine la subjectivité du survivant et permet aux banques de passer d'une année à l'autre.

## Conclusion et implications politiques

Ce document a examiné l'impact de la concurrence bancaire sur l'inclusion financière au niveau des ménages et des banques. En vue d'examiner l'impact de la concurrence bancaire sur l'inclusion financière au niveau des ménages, nous avons utilisé les données du GLSS6, collectées entre 2012 et 2013. Une régression transversale a été utilisée pour estimer l'effet de la concurrence bancaire sur l'inclusion financière au niveau des ménages. La concurrence bancaire a été mesurée à l'aide du nombre d'agences bancaires dans un district. L'argument est que plus d'agences dans un district conduira à des effets de concurrence plus élevés. Les résultats de l'étude fournissent des preuves qui suggèrent qu'une plus grande concurrence bancaire conduit à une augmentation de l'utilisation des comptes et de l'accessibilité des services financiers. Cependant, une concurrence accrue entraîne une réduction de l'accès au crédit, car la concurrence entraîne une réduction de la qualité des emprunteurs en raison d'une augmentation des problèmes de sélection adverse.

Ensuite, le document a examiné les effets de la concurrence bancaire sur l'inclusion financière au niveau des banques en utilisant des données portant sur 23 banques pendant la période de 2008 à 2015. La concurrence a été mesurée à l'aide de l'indice de Lerner ajusté au financement. Les régressions de panel ont révélé que la concurrence bancaire conduit à une augmentation du nombre de succursales bancaires, de réseaux de guichets automatiques et de la mobilisation des dépôts dans l'économie. Il a également été constaté qu'un environnement bancaire moins concurrentiel entraîne une augmentation des coûts des prêts bancaires. En d'autres termes, une augmentation de la concurrence entraîne une réduction des taux de prêts bancaires. Les résultats de l'étude suggèrent que les politiques visant à améliorer la concurrence bancaire peuvent conduire à des améliorations dans l'utilisation des services bancaires, l'accessibilité financière des services bancaires et l'extension des services bancaires par le biais de succursales et de guichets automatiques. Il serait important d'adopter des mesures qui réduisent la sélection adverse pour atténuer l'impact négatif de la concurrence bancaire sur l'accès au crédit.

Nous recommandons que la Banque du Ghana, en consultation avec l'Association des banquiers du Ghana, élabore une politique de concurrence pour les banques au Ghana. Parmi les principaux domaines à examiner figurent la tendance au « système bancaire ouvert », ainsi que l'intégration de l'argent mobile et des technologies financières) dans le secteur financier. Ces éléments ont le potentiel de faciliter le changement de fournisseur de services financiers et de tirer parti de la technologie pour améliorer l'inclusion financière. Les objectifs de la politique proposée doivent être équilibrés avec la stabilité financière. Enfin, l'argent mobile a considérablement amélioré l'inclusion financière au Ghana et a offert aux banques un certain niveau de concurrence. Une éducation visant à renforcer l'utilisation de l'argent mobile pour couvrir divers services tels que les investissements, les assurances et les pensions peut contribuer grandement à l'inclusion financière tout en favorisant la concurrence dans le secteur des services financiers.

## Bibliographie

- Aghion, P., and P. Bolton. 1997. "A theory of trickle-down growth and development". *The Review of Economic Studies*, 64(2): 151–72.
- Akudugu, M.A. 2013. "The determinants of financial inclusion in Western Africa: Insights from Ghana". *Research Journal of Finance and Accounting*, 4(8): 1–9.
- Allen, F., A. Demirgüç-Kunt, L.F. Klapper and M.S. Martinez Peria. 2016. "The foundations of financial inclusion: Understanding ownership and use of formal accounts". *Journal of Financial Intermediation*, 27: 1–30.
- Arora, R.U. 2010. *Measuring Financial Access*. Griffith Business School Discussion Papers, Economics. Griffith University, Brisbane.
- Asuming, P.O., L.G. Osei-Agyei and J.I. Mohammed. 2019. "Financial inclusion in sub-Saharan Africa: Recent trends and determinants". *Journal of African Business*, 20(1): 112–34.

- Aterido, R., T. Beck and L. Iacovone. 2013. "Access to finance in Sub-Saharan Africa: Is there a gender gap?" *World Development*, 47: 102–20.
- Banerjee, A.V. and A.F. Newman. 1993. "Occupational choice and the process of development". *Journal of Political Economy*, 101(2): 274–98.
- Beck, T. and R. Cull. 2014. "SME finance in Africa". *Journal of African Economies*, 23(5): 583–613.
- Beck, T., A. Demirgüç-Kunt and R. Levine. 2003. "Law, endowments, and finance". *Journal of Financial Economics*, 70(2): 137–81.
- Cámara, N. and D. Tuesta. 2015. "Factors that matter for financial inclusion: Evidence from Peru". *Aestimatio, The IEB International Journal of Finance*, 10: 10–31.
- Cao, M. and S. Shi. 2001. "Screening, bidding, and the loan market tightness". *Review of Finance*, 5(1–2): 21–61.
- Cetorelli, N. and M. Gambera. 2001. "Banking market structure, financial dependence and growth: International evidence from industry data". *The Journal of Finance*, 56(2): 617–48.
- Chikalipah, S. 2017. "What determines financial inclusion in Sub-Saharan Africa?" *African Journal of Economic and Management Studies*, 8(1): 8–18.
- Claessens, S. and L. Laeven. 2005. "Financial dependence, banking sector competition, and economic growth". *Journal of the European Economic Association*, 3(1): 179–207.
- Demirgüç-Kunt, A., L. Klapper and D. Singer. 2013. *Financial Inclusion and Legal Discrimination against Women: Evidence from Developing Countries*. Policy Research Working Paper No. 6416 (WPS 6416). The World Bank, Washington, D.C.
- Demirgüç-Kunt, A., L. Klapper, D. Singer and P. Van Oudheusden. 2015. *The Global Findex Database 2014: Measuring Financial Inclusion around the World*. Policy Research Working Paper No. 7255 (WPS 7255). The World Bank, Washington, D.C.
- Demirgüç-Kunt, A., L. Klapper, D. Singer, S. Ansar and J. Hess. 2018. *The Global Findex Database 2017: Measuring Financial Inclusion and the Fintech Revolution*. Washington, D.C.: The World Bank.
- Efobi, U., I. Beecroft and E. Osabuohien. 2014. "Access to and use of bank services in Nigeria: Micro-econometric evidence". *Review of Development Finance*, 4(2): 104–14.
- Fungáčová, Z. and L. Weill. 2015. "Understanding financial inclusion in China". *China Economic Review*, 34: 196–206.
- Galor, O. and J. Zeira. 1993. "Income distribution and macroeconomics". *The Review of Economic Studies*, 60(1): 35–52.
- Ganti, S. and D. Acharya. 2017. "Financial inclusion fosters growth: Simple multiplier and "AK" Growth Model Analysis". *Universal Journal of Accounting and Finance*, 5(3): 55–9.
- Ghosh, S. and D. Vinod. 2017. "What constrains financial inclusion for women? Evidence from Indian micro data". *World Development*, 92: 60–81.
- Gupte, R., B. Venkataramani and D. Gupta. 2012. "Computation of financial inclusion index for India". *Procedia-Social and Behavioral Sciences*, 37: 133–49.
- Kumar, N. 2013. "Financial inclusion and its determinants: Evidence from India". *Journal of Financial Economic Policy*, 5(1): 4–19.
- Mohammed, J.I., L. Mensah and A. Gyeke-Dako. 2017. "Financial inclusion and poverty reduction in Sub-Saharan Africa". *African Finance Journal*, 19(1): 1–22.
- Neaime, S. and I. Gaysset. 2018. "Financial inclusion and stability in MENA: Evidence from poverty and inequality". *Finance Research Letters*, 24, 230–7.

- Owen, A.L. and J.M. Pereira. 2018. "Bank concentration, competition, and financial inclusion". *Review of Development Finance*, 8(1): 1–17.
- Pagano, M. 1993. "Financial markets and growth: An overview". *European Economic Review*, 37(2–3): 613–22.
- Park, C.-Y. and R. Mercado. 2015. "Financial inclusion, poverty, and income inequality in developing Asia". Asian Development Bank Economics Working Paper Series No. 426. Manila, January.
- Petersen, M.A. and R.G. Rajan. 1995. "The effect of credit market competition on lending relationships". *The Quarterly Journal of Economics*, 110(2): 407–43.
- PWC. 2016. *How to win in an era of mobile money. Ghana banking survey*. Retrieved from: <https://www.pwc.com/gh/en/assets/pdf/2016-banking-survey-report.pdf> Accra, Ghana.
- Sarma, M. 2012. "Index of financial inclusion – A measure of financial sector inclusiveness". Working Paper No. 07/2012. Centre for International Trade and Development, School of International Studies, Jawaharlal Nehru University, Delhi.
- Sarma, M. and J. Pais. 2011. "Financial inclusion and development". *Journal of International Development*, 23(5): 613–28.
- Sethy, S.K. 2016. "Developing a financial inclusion index and inclusive growth in India". *Theoretical and Applied Economics*, 23(2): 607.
- Zins, A. and L. Weill. 2016. "The determinants of financial inclusion in Africa". *Review of Development Finance*, 6(1): 46–57.





## Mission

Renforcer les capacités des chercheurs locaux pour qu'ils soient en mesure de mener des recherches indépendantes et rigoureuses sur les problèmes auxquels est confrontée la gestion des économies d'Afrique subsaharienne. Cette mission repose sur deux prémisses fondamentales.

Le développement est plus susceptible de se produire quand il y a une gestion saine et soutenue de l'économie.

Une telle gestion est plus susceptible de se réaliser lorsqu'il existe une équipe active d'économistes experts basés sur place pour mener des recherches pertinentes pour les politiques.

[www.aercafrica.org/fr](http://www.aercafrica.org/fr)

### Pour en savoir plus :



[www.facebook.com/aercafrica](http://www.facebook.com/aercafrica)



[www.instagram.com/aercafrica\\_official/](http://www.instagram.com/aercafrica_official/)



[twitter.com/aercafrica](https://twitter.com/aercafrica)



[www.linkedin.com/school/aercafrica/](http://www.linkedin.com/school/aercafrica/)

Contactez-nous :

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique

African Economic Research Consortium

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique

Middle East Bank Towers,

3rd Floor, Jakaya Kikwete Road

Nairobi 00200, Kenya

Tel: +254 (0) 20 273 4150

[communications@ercafrica.org](mailto:communications@ercafrica.org)